

*Initiatives ministérielles*

Lorsque je soulève cette question auprès de mes électeurs, ils disent: «Je n'ai pas le choix. Je n'ai pas assez d'argent chaque mois pour m'en tirer. Si je peux économiser 100 \$ ou 200 \$ en achetant tel produit à Duluth et en profitant de courtes vacances par-dessus le marché, je regrette, mais je ne m'en priverai pas, car c'est ma survie qui en dépend.»

Certains se sentent très coupables de le faire. Ils savent que ce sont leurs achats à Thunder Bay qui aident à payer les impôts de la municipalité, les salaires de leurs voisins et quoi encore, mais ils estiment n'avoir pas le choix.

Le gouvernement pourrait intervenir sur ce chapitre. Il pourrait également faire quelque chose au sujet de la valeur élevée du dollar. Nul doute que tant que notre dollar sera fort, comparativement au dollar américain, les produits importés seront beaucoup moins chers. Si nous permettons au dollar de se laisser guider par le marché et de se situer quelque part entre 75 et 79 cents, alors les produits en provenance des États-Unis deviendront moins attrayants.

L'autre point que nous devons sérieusement examiner, c'est la nécessité de revoir nos politiques d'imposition par rapport à celles qui s'appliquent à nos concurrents américains. Cela ne veut pas dire qu'il faut donner aux sociétés des allègements fiscaux, mais veiller à ce que nos produits soient offerts à des prix raisonnables et de faire en sorte que les gens ne soient pas tentés d'aller faire leurs achats aux États-Unis.

Permettez-moi de vous parler plus précisément des taxes sur l'essence. Dans cette même lettre au ministre des Finances, j'ai écrit qu'il était peut-être temps que nous tous, et j'entends par là tant les partis politiques que les administrations fédérale, provinciales et municipales, réexaminions les taxes sur les carburants. D'aucuns croient fermement que plus la taxe sur l'essence est élevée, plus la consommation est faible. De 1981 à 1989, le prix de l'essence a augmenté de 98 p. 100. Qu'est-il arrivé à la consommation? Elle a diminué d'environ 3,5 p. 100 seulement.

Considérez cette statistique et considérez le nombre d'habitants de Fort Francis, de Rainy River, de Sault-Sainte-Marie, de Windsor et de Cornwall qui traversent le pont et se rendent à la frontière pour acheter leur essence à cause de la grande différence de prix. Nous devons reconnaître que, si nous ne changeons pas la façon dont nous établissons le prix de l'essence, taxes incluses, il continuera d'en être ainsi. Ces personnes

profiteront de ce qu'elles vont faire le plein d'essence pour acheter du lait, ce qui nuira à nos producteurs laitiers. Elles en profiteront pour acheter d'autres biens de consommation, ce qui nuira à nos commerces de détail, et ainsi de suite.

Ce que j'ai proposé au ministre des Finances, c'est de former une équipe interministérielle, intergouvernementale, pour réexaminer la taxe sur l'essence et la façon dont on utilise les fonds ainsi recueillis. De toute évidence, nous avons besoin de certaines recettes fiscales ou de certains frais d'utilisation pour entretenir, construire et remettre en état nos infrastructures routières. Nous ne pouvons simplement dire que nous ne voulons plus imposer de taxes. Nous devons considérer la question et trouver une solution juste pour tous, le Nord, le Sud, les régions et ainsi de suite. Nous avons besoin de réexaminer cette question parce qu'elle recèle une partie de la solution pour décourager les achats aux États-Unis.

Ce qui est ironique à propos du projet de loi en question et des mesures que le gouvernement a choisi de prendre c'est que cela nuit en fait à l'environnement. On décourage l'utilisation d'un système postal intégré qui a des économies d'échelle et qui a la possibilité de réunir des articles différents pour les expédier par un seul mode de transport sur des distances courtes ou longues et les redistribuer; et on encourage un de mes voisins à se rendre en voiture à Duluth pour acheter ce même article, et seulement celui-là, et à revenir. Songez, à la différence dans la consommation de carburant, aux émissions, à l'augmentation des véhicules en circulation et ainsi de suite.

En choisissant de s'attaquer aux achats par correspondance et non à n'importe quel autre moyen d'importation de marchandises au Canada, le gouvernement dit étrangement qu'il veut nous voir utiliser des moyens de transport moins écologiques, et les gens le feront. Ils parcourront de longues distances en voiture pour économiser 5 \$. Ils le font tout le temps, même si à long terme, cela peut leur revenir plus cher, mais leur position est prise, c'est ainsi qu'ils agiront.

Je voudrais conclure en répétant une fois de plus qu'il s'agit seulement d'une solution de fortune et que, pour cette raison, nous n'appuierons pas ce projet de loi. Nous ne forcerons pas un vote sur la question. Nous ferons consigner notre opposition. Le gouvernement a besoin de savoir, je pense, qu'il doit trouver de meilleures façons de résoudre un problème très réel qui coûte aux Canadiens